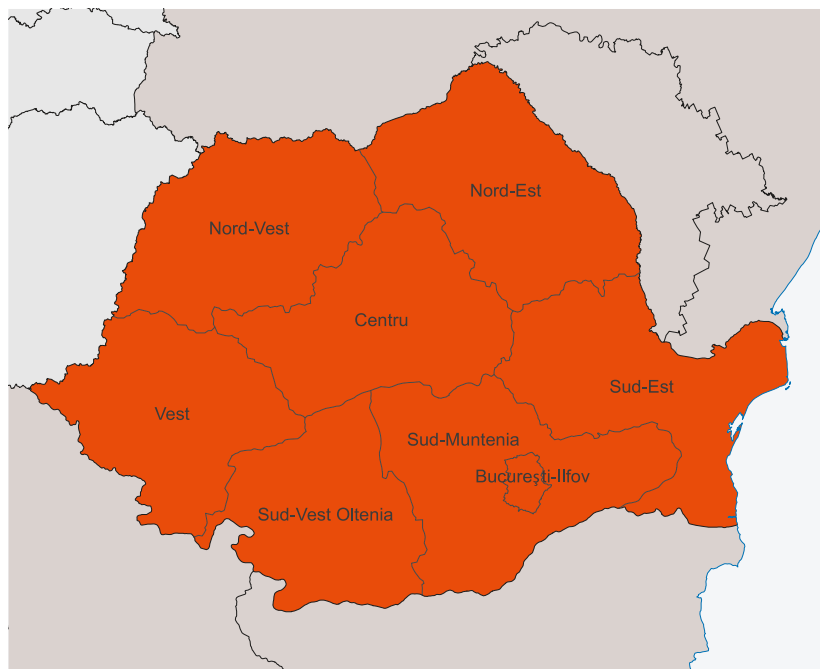



Résultats des négociations sur les stratégies et programmes de la politique de cohésion pour 2007-2013



© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

 Régions de convergence

INTRODUCTION

Suite à son entrée dans l'Union européenne en 2007, la Roumanie a désormais la possibilité de bénéficier des Fonds communautaires au titre de la politique de cohésion sur la période de programmation de sept ans. Le processus de négociation était donc crucial pour identifier les priorités stratégiques à soutenir. Il a aidé à mettre en place les mécanismes administratifs et juridiques requis et aidé à clarifier les responsabilités liées au processus de mise en œuvre, notamment les priorités liées

au renforcement de la capacité administrative. Par conséquent, la stratégie nationale visera cinq priorités: développement d'une infrastructure de base conforme aux normes européennes; renforcement de la compétitivité à long terme de l'économie roumaine; développement et utilisation plus efficace du capital humain; création d'une capacité administrative efficace et promotion d'un développement territorial équilibré.

Les priorités du cadre de référence stratégique national (CRSN) seront mises en œuvre

au travers de sept programmes opérationnels. Trois de ces programmes recevront un financement du Fonds européen de développement régional (FEDER), à savoir les programmes opérationnels «Régional», «Renforcement de la compétitivité économique» et «Assistance technique», tandis que deux programmes opérationnels seront financés par le Fonds social européen (FSE), qui se concentreront sur le développement des ressources humaines et l'amélioration de la capacité administrative. Enfin, deux programmes axés sur les infrastructures, «Environnement» et «Transport», seront financés par le FEDER et le Fonds de cohésion (FC). La Roumanie participe également à deux programmes de coopération transfrontalière, à un programme de coopération transnationale et à deux programmes d'élargissement et de voisinage¹.

LA POLITIQUE DE COHÉSION FACE AUX PROBLÈMES D'AUJOURD'HUI ET AUX ENJEUX DE DEMAIN

Réduire les disparités régionales

Le développement équilibré de l'ensemble du territoire est l'une des principales priorités stratégiques de la Roumanie, où l'objectif est d'atteindre une convergence externe avec l'UE ainsi qu'une cohésion interne. Les ressources seront consacrées au développement de pôles de croissance existants et émergents, stratégie sur laquelle la Commission européenne a insisté pendant le processus de négociation. Elle

¹ Les chiffres mentionnés dans les sections qui suivent font uniquement référence aux interventions prévues par les programmes relevant de l'objectif de convergence et, le cas échéant, de celui de compétitivité régionale et d'emploi. Il est impossible de déterminer la contribution exacte de chaque État membre à un thème donné dans le cadre de l'objectif de coopération territoriale européenne.



FINANCEMENT PAR OBJECTIF ET PAR FONDS

Objectif	Fonds	Financement communautaire en €	Financement public national en €	Financement privé national en €	TOTAL en €
Convergence*1	FC	6 552 423 028	1 356 643 235	0	7 909 066 263
	FEDER	8 976 466 066	2 030 492 283	0	11 006 958 349
	FSE	3 684 147 618	651 225 177	0	4 335 372 795
Total pour l'objectif de convergence		19 213 036 712			
Coopération territoriale européenne	FEDER	454 610 340		0	454 610 340
Total FC		6 552 423 028			
Total FEDER		9 431 076 406			
Total FSE		3 684 147 618			
TOTAL		19 667 647 052	4 038 360 695	0	23 706 007 747

*1 L'objectif de convergence concerne les régions caractérisées par un faible taux du PIB et de l'emploi, et dont le PIB par habitant était inférieur à 75% de la moyenne communautaire entre 2000 et 2002. Il s'applique à 100 régions, ce qui représente environ 35% de la population de l'UE-27, et vise à promouvoir des conditions favorables à la croissance et à une convergence en temps réel dans les États membres et les régions les moins développés.

cherchera à créer les conditions requises pour concentrer le développement dans des zones situées autour de ces pôles et s'efforcera de développer un réseau efficace aux niveaux régional, national et européen. Les pôles régionaux dynamiques seront renforcés au travers d'une amélioration de l'accessibilité et de l'interconnectivité, de meilleures conditions de vie et de développement économique, une utilisation plus efficace des ressources humaines et une meilleure gouvernance. Cette approche impliquera de faire des choix stratégiques aux différentes phases du processus de planification et de mise en œuvre et exigera d'identifier des priorités claires pour les actions aux niveaux national et régional.

Mettre en œuvre le programme de Lisbonne

Les priorités pour le soutien des Fonds s'inscrivent dans le droit fil de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi et aideront à mettre en œuvre les priorités du programme national de réforme dans des domaines tels que la capacité administrative, l'environnement des entreprises, l'amélioration du fonctionnement des marchés, le développement du capital humain et le développement durable. En dépit d'un éventail plus vaste de besoins dans divers secteurs de l'économie, quelque 52% des Fonds devraient contribuer directement aux priorités de Lisbonne pour la croissance et l'emploi.

Réagir à la mondialisation et aux changements structurels

Le financement de l'UE sera investi dans la réduction des écarts de développement économique et social entre la Roumanie et les autres États membres de l'UE, et son impact en termes macroéconomiques sera considérable. Selon les estimations, les Fonds généreront une croissance

supplémentaire du PIB de 15 points pour la période 2007-2013, permettront de créer et de préserver environ 200 000 emplois et d'augmenter la formation brute de capital fixe d'environ 28%.

L'amélioration des infrastructures de transport de base et donc de l'**accessibilité** de l'ensemble du territoire est l'une des grandes priorités nationales en raison de l'important déficit d'infrastructures en Roumanie. La contribution communautaire à cet effort s'élève à plus de 5,3 milliards d'euros (28% de l'attribution totale). Suite aux négociations, l'accent sera mis sur des projets prioritaires en relation avec les réseaux transeuropéens de transport (RTE-T) (72% des Fonds alloués au secteur des transports à cette fin). La construction et la rénovation de quelque 1 400 km de corridors RTE-T seront financées par les Fonds. En outre, la dialogue de négociation a contribué à renforcer la cohérence de la stratégie des transports, aboutissant à une allocation plus équilibrée des investissements en faveur de modes de transport durables (chemins de fer, voies fluviales) et à l'introduction de dispositions pour la coopération interétatique, dont la définition d'un plan d'action pour garantir l'interconnectivité entre les réseaux de chemin de fer et la navigation sur le Danube.

Le processus de négociation s'est fortement focalisé sur les domaines de la **recherche et de l'innovation**, ainsi que sur la nécessité d'utiliser les Fonds dans des secteurs qui assureront la compétitivité économique durable à long terme du pays. L'objectif principal est d'atteindre la cible de Lisbonne de dépenses en R&D égales à 3% du PIB. La politique de cohésion contribuera à hauteur de 2,6 milliards d'euros (13,7% de l'allocation communautaire) à la poursuite de cet objectif.

Dans ce contexte, la stimulation de l'**esprit d'entreprise**, en particulier parmi les PME, est cruciale pour permettre au pays de participer pleinement à l'économie fondée sur la connaissance. Près de 570 millions d'euros (3% de la contribution communautaire) seront investis dans le soutien de l'esprit d'entreprise, avec 80% des ressources concentrées sur le soutien des PME. Quelque 5 000 PME devraient bénéficier d'un soutien des Fonds. La Roumanie projette également d'utiliser de nouveaux outils financiers, tels que l'instrument d'ingénierie financière JEREMIE.

Un soutien sera également apporté au développement de **technologies de l'information et de la communication (TIC)** modernes. Près de 445 millions des Fonds seront investis dans la création de réseaux à large bande et de services en ligne modernes à destination des entreprises et des citoyens. Grâce aux investissements du Fonds de cohésion, la proportion de la population disposant d'un accès à large bande moderne devrait plus que décupler.

Suite au processus de négociation, 940 millions d'euros seront consacrés à des mesures visant la **capacité d'adaptation des travailleurs**. Ces investissements devraient contribuer à l'accroissement de la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises, au développement de nouvelles formes d'organisation flexible du travail et à l'élévation du niveau de qualification des employés. Le FSE soutiendra la formation en gestion et organisation du travail de 15 000 personnes et aidera 280 000 personnes à mettre à niveau et améliorer leurs compétences.

Environ 1,2 milliard d'euros seront investis dans des mesures en rapport avec **l'enseignement et la formation destinés à soutenir la croissance et le**

développement d'une société fondée sur la connaissance. Le but est de moderniser les systèmes d'enseignement et de formation initiaux et continus, ainsi que de soutenir l'enseignement supérieur et la recherche. Un financement est prévu pour le soutien de 15 000 doctorants et pour la mise à niveau des compétences de 75 000 membres du corps enseignant. Quelque 5 700 prestataires de services de formation bénéficieront d'une aide dans le but d'introduire des normes de garantie de la qualité et de développer les qualifications.

Évolution démographique et marchés du travail, sociétés et économies favorisant davantage l'inclusion

La promotion de **mesures actives pour l'emploi** de la population inactive (par exemple, les personnes vivant d'une agriculture de subsistance, les jeunes chômeurs et les chômeurs de longue durée) ainsi que la promotion de **l'inclusion sociale** des personnes défavorisées bénéficieront d'un soutien d'environ 1,2 milliard d'euros. D'ici à 2015, 830 structures d'économie sociale seront mises en place et 5 000 emplois créés au sein de celles-ci. En outre, le nombre de participants à des programmes de formation ou de recyclage à destination des groupes vulnérables devrait s'élever à 150 000 personnes (dont 65 000 Roms), tandis que 10 000 professionnels devraient suivre des programmes de formation sur l'inclusion sociale.

Relever les défis du développement durable, du changement climatique et de l'énergie

Les investissements dans l'environnement se concentreront sur la mise en œuvre de l'acquis concernant **l'environnement**, en particulier dans le domaine du traitement de l'eau, ainsi que sur la facilitation de l'accès aux services liés à l'utilisation de l'eau pour les citoyens, problème ayant fait l'objet d'une attention particulière durant les négociations. Les interventions de la politique de cohésion devraient améliorer la gestion du secteur de l'eau et développer les capacités des municipalités à gérer des projets en relation avec l'eau. L'allocation totale pour des investissements contribuant directement à l'amélioration de l'environnement est de 8,6 milliards d'euros (près de 45 % de la contribution financière totale, soit la proportion la plus importante en termes relatifs par rapport aux autres États membres).

Durant les négociations, un vaste débat sur la mesure dans laquelle des améliorations dans le secteur de l'énergie devraient être financées par les Fonds structurels, a abouti à une approche clarifiée et plus focalisée prenant en compte la nécessité de lutter contre le **changement climatique** et de sécuriser l'approvisionnement en énergie. Quelque 2,8 milliards d'euros (14,6 % de la contribution communautaire totale) seront investis dans des domaines contribuant directement à l'atténuation des effets du changement climatique, avec des projets en relation avec **l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables** qui devraient bénéficier de 604 millions d'euros.

LA POLITIQUE DE COHÉSION RENFORCE LA BONNE GOUVERNANCE, L'ADHÉSION ET LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

Renforcer la gouvernance et le partenariat à plusieurs niveaux

La Roumanie déploie continuellement des efforts pour décentraliser les responsabilités liées à la gestion des politiques publiques vers les niveaux régional et local. Une administration décentralisée est jugée particulièrement appropriée pour le pays en raison de la taille, de l'éparpillement et du nombre important de petites communautés (2 851 communes) dans le pays. La stratégie de réforme de l'administration publique vise à concentrer les efforts sur l'amélioration des processus afin de renforcer l'efficacité, la qualité de service, les services à la clientèle et les mesures des performances au niveau de l'administration locale. Elle se fonde sur un engagement à décentraliser sensiblement la fourniture de services (notamment par l'externalisation au secteur privé et/ou par des partenariats public-privé) et à déconcentrer de nombreux services publics de l'administration centrale en unités d'organisation plus efficaces, capables d'opérer plus près des bénéficiaires finaux.

La Roumanie a mis en place des procédures transparentes et ouvertes de consultation de divers partenaires (administrations publiques, partenaires socioéconomiques, universités, ONG) par le biais d'un comité interinstitutionnel au niveau national, ainsi que d'un comité régional et d'un groupe de travail thématique au niveau régional. Dans le cadre de la mise en œuvre du

programme, la participation aux comités de suivi sera l'instrument clé de l'implication des partenaires.

Développement des capacités institutionnelles

La modernisation et le renforcement du service public sont des priorités stratégiques pour le soutien des Fonds en vertu de la stratégie de réforme de l'administration publique adoptée précédemment par les autorités roumaines. Le dialogue de négociation a débouché sur l'accord de réformer la gestion de secteurs économiques clés tels que les transports, l'environnement, la R&D et la santé, et de simplifier les procédures nationales pour la sélection de projets et la gestion financière. En outre, l'accent sera mis sur le développement des capacités des administrations locales. Plus de 1 milliard d'euros soutiendront le développement des capacités et seront mis en œuvre au travers d'un programme de développement administratif et d'un programme d'assistance technique, ce dernier devant contribuer à une meilleure gestion des Fonds, en particulier des systèmes de suivi et d'évaluation.

L'initiative JASPERS aidera les autorités roumaines à préparer des applications majeures du projet pour bénéficier des Fonds.

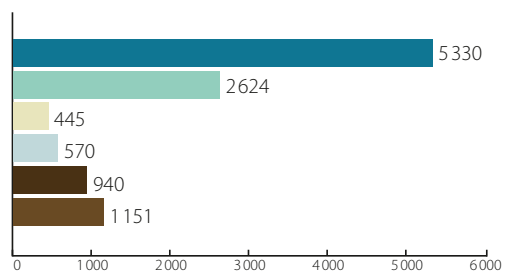
Prise en compte des politiques efficaces, renforcement des connaissances et diffusion des bonnes pratiques

Du fait que la Roumanie a adhéré à l'UE en 2007, elle n'a pas bénéficié de l'initiative **URBAN** précédente. La stratégie nationale reconnaît néanmoins les défis liés au développement urbain. Les Fonds aideront donc à s'attaquer à des problèmes tels que l'inadéquation des transports urbains, des taux de chômage élevés dans les agglomérations urbaines et la qualité générale de la vie dans les zones urbaines.

La Roumanie a intégré les principes de **transnationalité** et d'innovation dans les programmes FSE pour la période 2007-2013. La coopération transnationale couvrira un vaste éventail d'activités, dont des échanges entre administrations d'information, formateurs et personnes impliquées dans le marché de l'emploi et les politiques sociales, l'adaptation et le transfert d'expériences d'autres pays, des études, des évaluations et des actions communes.

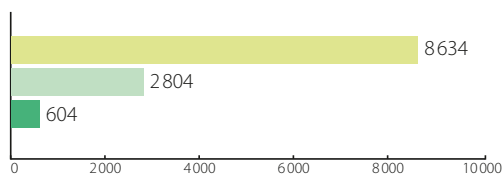
CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE DE COHÉSION AUX PRIORITÉS COMMUNAUTAIRES POUR LA PÉRIODE 2007-2013², MONTANTS EN MILLIONS D'EUROS

Réagir à la mondialisation et aux changements structurels



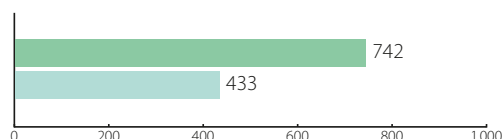
- Accessibilité
- RDI
- Économie fondée sur la connaissance et les services
- Esprit d'entreprise et soutien aux entreprises (PME)
- Capacité d'adaptation des entreprises et des travailleurs
- Capital humain

Relever les défis du changement climatique



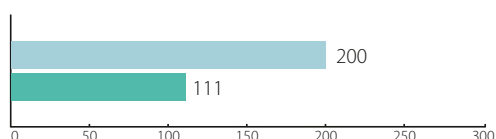
- Environnement
- Changement climatique
- Efficacité énergétique et énergies renouvelables

Évolution démographique et marchés du travail, sociétés et économies favorisant davantage l'inclusion



- Augmenter la participation des travailleurs
- Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Renforcement de la bonne gouvernance, de l'adhésion et des capacités institutionnelles



- Renforcer la capacité du secteur public
- Pactes et initiatives de mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion sociale

² La somme des sections individuelles est supérieure au total des fonds disponibles dans le cadre de la politique de cohésion pour la Roumanie (19 667 647 052 euros) car certaines catégories se retrouvent dans différentes priorités thématiques. Par exemple, la RDI reçoit d'importants investissements au titre du capital humain, qui sont également repris séparément.

Pour plus d'informations sur la politique de cohésion en Roumanie:
http://ec.europa.eu/regional_policy/atlas2007/romania/index_fr.htm

Pour un aperçu de la politique régionale de l'UE, consultez le site web Inforegio:
http://ec.europa.eu/regional_policy

Consultez le site web de la DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances pour plus d'informations:
<http://ec.europa.eu/social/>